DOSSIER DE PRESSE

19 AVRIL 2011

Réseau « Sortir du nucléaire »
9, rue Dumenge
69317 Lyon Cedex 04

Téléphone : 04 78 28 29 22
Fax : 04 72 07 70 04

Attachée de presse :
Opale Crivello
Opale.crivello@sortirdunucleaire.fr

Téléphone : 04 78 28 29 22
Mobile : 06 12 40 59 51

Réseau Sortir du nucléaire

Un déni de mémoire. Comment comprendre autrement la double annonce du déplacement à Kiev ces 18 et 19 avril 2011 du Premier Ministre, François Fillon, et de la ministre de l'Environnement, Nathalie Kosciusko-Morizet, pour assister à la commémoration des 25 ans de Tchernobyl et au Sommet sur « *l'utilisation sûre et innovante de l'énergie nucléaire* »… Alors que les accidents nucléaires dramatiques, qui se reproduisent au Japon 25 ans après ceux qui ont frappé l'Europe, démontrent pourtant que *sûreté* et *nucléaire* sont deux termes inconciliables, le gouvernement français persiste à nier l'évidence. Rappelons -la.

26 avril 1986. Il y a tout juste 25 ans, la centrale de Tchernobyl, en ex-URSS (Ukraine), explosait, libérant des millions de particules radioactives dans l'atmosphère. Il y a tout juste 25 ans, l'une des plus graves catastrophe de l'histoire du nucléaire débutait.

11 mars 2011. Le cauchemar que le monde entier voulait croire enterré en Europe centrale sous un sarcophage de béton et de plomb renaît. Les réacteurs de la centrale de Fukushima Daiichi, au Japon, s'arrêtent sous les coups d'un séisme et d'un tsunami dévastateurs, engendrant une fusion partielle du cœur de ces réacteurs, ainsi qu'un rejet massif de radioéléments dans l'atmosphère et l'océan.

Cette catastrophe, d'abord qualifiée d' « incident », puis d' « accident » par les industriels et le gouvernement français, est aujourd'hui rehaussée au niveau 7 sur l'échelle des évènements nucléaires et radiologiques (INES). Sa gravité égale donc celle de la catastrophe de Tchernobyl. De l'aveu même de l'exploitant de la centrale, Tepco, les fuites radioactives de Fukushima pourraient dépasser celles émises par Tchernobyl, et la situation est loin d'être résolue.

"Lorsqu'une question soulève des opinions violemment contradictoires, on peut assurer qu'elle appartient au domaine de la croyance et non à celui de la connaissance". Cette citation de Voltaire pourrait s'appliquer au domaine de l'énergie nucléaire, tant le débat est polarisé, dominé par les mythes, et biaisé du fait de l'importance de l'industrie nucléaire en France. Pourtant, bien loin de la représentation caricaturale que certains se plaisent à construire, au-delà de l'émotion ressentie face aux drames de Tchernobyl et Fukushima, les constats sont là.

D'après l'Académie des sciences de New-York – dont le conseil directeur de 2005 ne comptait pas moins de seize prix Nobel – la catastrophe de Tchernobyl a provoqué depuis 1986 plus de 985 000 morts. Le nucléaire, à Tchernobyl comme ailleurs, est une menace et source de pollution permanente. Source de pollution avec les mines, souvent situées sur le territoire de peuples indigènes ; menace en France et dans les pays nucléarisés, où mes travailleurs du nucléaire tirent la sonnette d'alarme. L'alternative à l'énergie nucléaire existe pourtant en France et en Europe, et ne demandent qu'à être mises en œuvre : scenarii de sortie du nucléaire, fournisseurs d'électricité renouvelable, territoires en marche vers l'autonomie énergétique...

Le nucléaire altère notre environnement, notre santé, la structure sociale dans laquelle nous vivons et l'intégrité des générations futures. De ce fait, le nucléaire est une question éminemment politique, et les citoyens n'ont pas à en posséder une connaissance savante pour décider légitimement d'utiliser cette énergie ou la refuser.

Alors que partout dans le monde et notamment en France, des voix s'élèvent pour réclamer l'ouverture d'un débat sur l'énergie nucléaire, nous l'affirmons encore et encore : le nucléaire n'est pas une affaire d'expert. Si la production d'électricité est un processus techniquement complexe, l'énergie nucléaire en tant que pilier de la politique énergétique de notre pays, est avant tout un enjeu sociétal et de développement. A ce titre, il convient que les citoyens possèdent une pleine conscience des implications de ce type d'énergie pour les générations futures, ses dangers et les alternatives existantes. La question nucléaire est un débat éminemment citoyen. C'est un enjeu d'avenir qui ne peut être laissé aux calculs industriels, ni politiciens.

La volonté de sortir du nucléaire n'est pas davantage un dogme ou une condamnation de l'industrie nucléaire par principe. C'est une démarche pragmatique nourrie non seulement par la conviction que l'énergie nucléaire représente à la fois une capacité de destruction que nos sociétés ne peuvent admettre, mais que la production de cette énergie va à l'encontre de tous les efforts entrepris en faveur d'un développement durable ; pire encore, qu'elle tue les initiatives prises en ce sens.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » saisit l'occasion de ces 25 ans de Tchernobyl pour lancer le débat sur le nucléaire et les alternatives, grâce à des actions partout en France : manifestations, conférences, avec comme point d'orgue le week-end de Pâques : autant d'occasions pour vous les médias, de vous approprier la question pour mieux interpeller, susciter les questionnements et nourrir le débat citoyen.

Tchernobyl : 25 ans après, la catastrophe continue

Tchernobyl, rappel des faits

Ukraine, Tchernobyl, samedi 26 avril 1986 à 1h24. Au cours de la vérification d'un système de sécurité du réacteur n°4 de la centrale de Tchernobyl, une série d'erreurs sont commises par les techniciens, qui entraînent la fusion du cœur. La pression de la vapeur fait sauter le couvercle du réacteur, laissant échapper un nuage radioactif. Les émissions radioactives du réacteur en feu atteignent 10 milliards de curies, soit 200 fois les radiations produites par les bombes larguées sur Hiroshima ou Nagasaki.

Les radionucléides se répandent sur une zone très étendue, touchant principalement la Biélorussie, l'Ukraine et la Russie, mais également treize pays européens, ainsi que l'ensemble de l'hémisphère Nord. Les deux principaux radioéléments en cause sont l'iode 131, à durée de vie courte et qui se fixe sur la glande thyroïde, et le césium 137, qui ne perd que 50% de sa radioactivité en 30 ans. De nombreux autres éléments ont été relâchés en quantités non négligeables, dont la période radioactive est pour certains encore beaucoup plus longue.

Par ailleurs, dans la nuit de ce 26 avril 1986 et durant les mois qui suivent, plus de 800 000 hommes, surnommés les « liquidateurs », sont envoyés au pied du réacteur sinistré pour éteindre le graphite qui a pris feu dans le réacteur et bâtir, tant bien que mal, un sarcophage de béton et de ferrailles pour ensevelir le reste des installations.

Outre la zone d'exclusion de 30 kilomètres autour de la centrale, totalement interdite d'accès, pas moins de 55 000 km² (soit l'équivalent de l'Île de France et la région Rhône-Alpes réunies) sont contaminés au césium 137 en Ukraine. 4,8 % d'un territoire sur lesquels vivent environ 2 millions de personnes.

La Biélorussie voisine, pays qui encaisse 70% des retombées radioactives sur un quart de son territoire, est de loin le plus affecté. L'ONU estime que 20% de la population, dont 500 000 enfants (tristement connus sous le nom d'*"Enfants de Tchernobyl"*), 20% des terres cultivables et 23% des forêts biélorusses sont contaminées. Les Nations Unies chiffrent par ailleurs le dommage infligé à l'économie biélorusse depuis 30 ans à 230 milliards de dollars ("The United Nations and Chernobyl").

Dans les mois qui suivent la catastrophe, le nuage radioactif effectue au moins 2 fois le tour de la Terre, une grande partie des radionucléides retombant en dehors de l'ex-URSS.

Tchernobyl en chiffres

Selon l'ambassade d'Ukraine à Paris, en 2005 :

- 3, 5 millions d'habitants, dont 1,3 millions d'enfants ont été irradiés par l'accident de Tchernobyl
- 169 999 Ukrainiens ont été évacués et 89,85% d'entre eux sont malades. Parmi ceux qui vivent encore dans les zones contaminées, 84,7% sont malades. Le suivi médical montre que la proportion des malades augmente année après année.
- En 2004, 94,2% des liquidateurs étaient malades.
- L'Ukraine dénombre 2 646 106 citoyens ukrainiens victimes de l'accident.

© Guillaume Briquet photographe - www.guillaumebriquet.com

Tchernobyl, 1 million de victimes

En décembre 2009, l'Académie des Sciences de New-York publie un ouvrage sur les conséquences sanitaires et environnementales de la catastrophe de Tchernobyl. Il s'agit de l'analyse et du recueil le plus complet de données émanant de sources scientifiques non-gouvernementales du monde entier. Les auteurs estiment qu'entre 1986 et 2004, 985 000 décès à travers le monde sont imputables aux retombées de Tchernobyl. Parmi les 830 000 « liquidateurs » intervenus sur le site après l'explosion, 112 000 à 125 000 sont morts. Les experts dressent la liste des pays les plus touchés : la Biélorussie, l'Ukraine et la Russie. Ces résultats sont à comparer aux estimations fournies conjointement, en 2002, par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) : d'après elles, à peine 50 morts parmi les liquidateurs et 4 000 décès, à terme par cancer, découleraient de la catastrophe de Tchernobyl... Comment expliquer un tel fossé entre les conclusions de ces différentes institutions ?

Le principal élément de réponse réside dans l'accord WHA 12-40 signé le 28 mai 1959 entre l'OMS et l'AIEA qui prévoit que les recherches menées par l'OMS sur la radioactivité sous l'angle de la santé publique doivent être soumises à l'agrément de l'AIEA. Il est possible de douter fortement de l'indépendance de l'agence sanitaire, d'autant que la profession de foi de l'AIEA en faveur du nucléaire civil est sans équivoque : son objectif est de « hâter et d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier ». Les travaux publiés par ces deux organismes relèvent bien plus de l'opération de communication et de désinformation des populations que de la démarche scientifique. La complaisance avec laquelle l'OMS délivre encore actuellement des bons points à l'industrie nucléaire représente un obstacle majeur à la prise de conscience des vraies conséquences de l'activité nucléaire sur la santé.

Selon Alexei Nesterenko, physicien ukrainien, le principal risque pour les populations vivant en zones contaminées reste l'ingestion de radioéléments incorporés aux aliments d'origine locale. La tradition agricole et la modestie des revenus des populations autochtones poussent en effet une partie d'entre elles à cultiver un potager et collecter en forêt baies et champignons. « *Les familles qui pouvaient se le permettre ont déménagé au début des années 90, mais beaucoup sont restées*, explique-t-il. *Certains de ceux qui étaient partis sont également revenus, par difficulté à s'insérer ou retrouver une situation professionnelle stable dans leur nouvelle ville. Déplacer toute la population vivant dans ces zones est impossible ; faute de mieux, il faut permettre à ceux qui y vivent de s'alimenter correctement avec des produits importés et non irradiés. Cela induit un coût que beaucoup de familles ne peuvent supporter ».*

L'espérance de vie en Ukraine était de 79 ans à la fin de l'ère soviétique. Selon les projections, elle passerait à 55 ans en 2020 ; la moitié des Ukrainiens n'atteindront pas l'âge de la retraite.

Tchernobyl, la catastrophe sans fin

En 20 ans, le niveau d'irradiation a certes baissé mais, dans certaines zones, il reste supérieur aux doses maximum admissibles annuellement. La contamination des produits de la forêt - champignons, baies et gibier - en particulier, ne diminue que lentement et excède encore pour plusieurs décennies les niveaux tolérés pour la consommation. Dans des forêts allemandes situées à plus de 1 500 km de Tchernobyl, des prélèvements effectués sur des sangliers offrent une illustration éloquente de la persistance de la radioactivité dans l'environnement : le taux de césium 137 décelé dans leurs tissus est plusieurs dizaines de fois supérieur à la limite jugée acceptable pour la consommation, et des milliers de fois supérieur à la normale.

Dans la zone d'exclusion de 30 kilomètres autour de la centrale, des malformations génétiques et des troubles de la reproduction chez les animaux ont été observés. Dans les zones arctiques, particulièrement fragiles - car les cycles naturels y sont très lents - les rennes élevés dans les pays scandinaves ont été contaminés par l'ingestion de lichens et ont dû être abattus par troupeaux entiers. En Europe centrale, les eaux de surface ont été fortement contaminées rendant les poissons de certains lacs impropres à la consommation, y compris en Scandinavie et en Allemagne. Une contamination qui persiste encore aujourd'hui.

Rappelons à cet égard que les « seuils d'innocuité » sont plutôt des « seuils de risque admissible ». Toute la question est alors de savoir qui détermine cette acceptabilité, et pour qui.

Tchernobyl, le gouffre financier

Pour évaluer correctement le coût de la catastrophe de Tchernobyl, il convient de prendre en compte :

- les dégâts directs et les coûts de réparation et de réhabilitation : notamment, la construction d'un sarcophage en béton autour du réacteur endommagé, le nettoyage du site, l'enfouissement des déchets et de la terre la plus contaminée, l'évacuation d'une ville de 50 000 habitants et la construction d'une ville de substitution, l'évacuation et le relogement des habitants des villages périphériques ainsi que la surveillance de la radioactivité ;
- es dépenses indirectes : principalement, les indemnités et les soins aux victimes ;
- les pertes de production agricole, forestière et industrielle (dont l'électricité générée par le réacteur n°4 et les autres réacteurs de la centrale de Tchernobyl, fermés définitivement en 2001).

Autant d'éléments qui compliquent sensiblement l'évaluation précise des coûts.

Le nouveau confinement, en cours de construction sous la maîtrise d'oeuvre de Bouygues et Vinci, destiné à renforcer le sarcophage de béton bâti à la hâte en 1986, vient considérablement alourdir la facture de la catastrophe de Tchernobyl. 1,5 milliards d'euros pour 20.000 tonnes d'acier, sur 100 mètres de haut, 250 mètres de large et 150 mètres de profondeur. Le coût de la maintenance du sarcophage s'élèvera tous les 15 ans à l'équivalent du prix de sa construction. 4 générations d'Ukrainiens auront à supporter le prix de ces travaux qui ne régleront pas définitivement le problème des fuites radioactives, ni de l'accumulation des matériaux contaminés ni d'éventuels accidents à venir. Un document officiel, *Chernobyl's Legacy: Health, Environmental and Socio-Economic Impacts* datant d'avril 2006 et estampillé OMS et AIEA, estime d'ailleurs le coût de la catastrophe à "plusieurs centaines de milliards de dollars".

Le gouvernement ukrainien a d'ailleurs déclaré, le 31 mars dernier, que 600 millions d'euros étaient encore nécessaire pour mener à terme les travaux. Or le Japon, jusqu'à présent plus grand pays contributeur à la reconstruction post-Tchernobyl, devrait très logiquement, après la catastrophe de Fukushima, cesser d'aider l'Ukraine. La communauté internationale devrait également faire de même. Le nouveau sarcophage de Tchernobyl sera-t-il un jour achevé ?

© Guillaume Briquet photographe - www.guillaumebriquet.com

Pour en savoir plus :

- "Chernobyl: consequences of the catastrophe for people and environment", in *Annals of the New York Academy of Sciences*, vol. 1181, décembre 2009.The Chernobyl Catastrophe - Consequences on Human Health, Greenpeace, 18 april 2006, 139 p.
- The Chernobyl Catastrophe - Consequences on Human Health, Greenpeace, 18 april 2006, 139 p.
- The Other Report On Chernobyl (TORCH) : an Independent Scientific Evaluation, (commissioned by Rebecca Harms, MEP, Greens/EFA in the European Parliament with the support of The Altner Combecher Foundation), avril 2006.
- Responsabilités occidentales dans les conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl, Bella Belbéoch.
- Wladimir Tchertkoff, *Le crime de Tchernobyl,* Actes Sud, avril 2006
- Grigori Medvedev, *La vérité sur Tchernobyl,* Albin Michel, mars 1990

25 ans après, le nucléaire plus que jamais mortifère

Fukushima, rappel des faits

Japon, Fukushima, vendredi 11 mars 2011 à 14h46. Un séisme de magnitude 9 secoue la côte est de Honshu, la principale île de l'archipel nippon. Le tremblement de terre engendre un tsunami de plus de 10 mètres de haut, qui déferle sur la côte et détruit plusieurs villes littorales, faisant plus de 28 000 morts et disparus. Mais une catastrophe dans la catastrophe s'ajoute : le séisme entraîne un arrêt automatique des réacteurs de la centrale de Fukushima Daïchi, alors que les groupes électrogènes de secours tombent en panne, ce qui stoppe le système de refroidissement des réacteurs et des piscines d'entreposage des combustibles usés.

Bilan : 3 des 6 réacteurs de la centrale de Fukushima subissent une fusion partielle des cœurs et les piscines de refroidissement du combustible irradié s'embrasent. La rupture du confinement provoque la dispersion dans l'eau et les sols d'éléments fortement radioactifs, tels que le plutonium. Tokyo, 13 millions d'habitants, est privée d'eau potable pendant plusieurs jours, tandis qu'un niveau de radioactivité 10 fois supérieur à la normale y est relevé. L'eau contenue dans les piscines de refroidissement du combustible irradié est intégralement déversée dans l'océan Pacifique. Rappelons enfin que la centrale de Fukushima Daini ainsi que celle d'Onagawa sont également endommagées par le tsunami.

Le 12 avril, l'autorité de sûreté japonaise a décidé de revoir à la hausse son estimation de la gravité de la catastrophe de Fukushima : celle-ci est désormais classée au niveau 7, le dernier niveau de de l'échelle INES. Depuis 60 ans que l'atome civil existe, Fukushima est donc la seconde catastrophe d'une telle ampleur. Selon un responsable de Tepco, l'opérateur de la centrale, qui s'exprimait un mois après le début de l'accident, "*les rejets de radioactivité ne sont pas complètement stoppés, et nous craignons que la quantité de radioactivité rejetée par la centrale puisse au final excéder celle rejetée par la catastrophe de Tchernobyl en 1986.*" A l'instar du drame nucléaire ukrainien, la période actuelle d'endiguement de la catastrophe ne constitue que le commencement d'une ère longue et douloureuse d'adversité sanitaire et environnementale pour le Japon.

Photo libre de droits

L'extraction de l'uranium, pollution durable et menace pour les peuples autochtones

Conséquences sanitaires et environnementales de l'extraction de l'uranium

L'uranium est une substance hautement toxique, tout comme le radon, gaz radioactif présent dans les roches uranifères. Ces éléments sont responsables de dommages importants, notamment des organes internes et du système respiratoire : cancer des bronches et des poumons, cancer du foie, de l'intestin et de l'estomac, leucémies, malformations…

Le risque sanitaire pour les mineurs est donc élevé, alors que les mesures de protection et d'information restent largement insuffisantes, au Niger notamment. Les populations alentour sont également affectées : contamination de l'air par des poussières d'uranium, dispersion de matériaux radioactifs (ferrailles et matériaux de récupération), surexploitation et pollution des ressources en eau par les éléments radioactifs mais aussi les solvants utilisés pour la production du « Yellow cake »… La CRIIRAD a très abondamment documenté la situation des mines d'uranium du nord-Niger, exploitées par Areva.

L'extraction de l'uranium, pollution durable et menace pour les peuples autochtones

L'exploitation de l'uranium à travers le monde

En France, l'exploitation de l'uranium a cessé en 2001, laissant derrière elle une pollution importante : 252 millions de tonnes de déchets issus des anciennes mines d'uranium françaises sont disséminés à travers nos campagnes. Quid de l'""*indépendance énergétique*" de notre pays alors, puisque le minerai d'uranium est désormais intégralement importé des quatre coins du monde : Canada, Australie, Niger, Ouzbékistan, Kazakhstan, Russie, Namibie… Des prospections sont en cours dans plusieurs autres pays, notamment au Mali, au Brésil et en Inde.

Plusieurs techniques sont employées pour exploiter les gisements d'uranium : extraction souterraine ou à ciel ouvert, injection de produits chimiques dans les filons pour dissoudre le minerai ensuite pompé vers la surface… La concentration d'uranium dans les roches est généralement faible : pour obtenir une tonne d'uranium proprement dit, il est nécessaire d'extraire et de travailler 100 à 10 000 tonnes de minerai. Celui-ci doit ensuite être concassé et traité à l'aide d'un cocktail chimique pour obtenir le fameux « Yellow Cake », qui constitue la base du combustible nucléaire.

Outre la mine proprement dite, des quantités massives de stériles miniers, des roches dont la teneur en uranium est trop faible pour être exploitée de façon rentable mais néanmoins radioactives, sont regroupées sur les sites d'exploitation et restent exposées au vent et à la pluie. Des résidus sont aussi stockés dans de larges bassins de décantation à l'air libre.

La perpétuation d'un modèle néocolonialiste : menace sur les peuples autochtones

L'uranium est un minerai convoité, mais son exploitation produit rarement des bénéfices pour les populations vivant dans les districts miniers. Selon les conclusions du rapport rédigé par le SOMO (Stichting Onderzoek Multinationale Ondernemingen - Centre de Recherche sur les Multinationales) et WISE (World Information Service on Energy), paru en mars 2011, seulement 17 % de la valeur de l'uranium vendu sur le marché ont été reversés aux pays dans lesquels a lieu l'exploitation. Près de 75 % de l'extraction de l'uranium se déroule sur le territoire de peuples autochtones qui n'en tirent aucun avantage et peinent souvent à défendre leurs droits. Pour ces peuples, l'arrivée des compagnies minières étrangères signifie souvent la spoliation des terres qui leur permettaient d'assurer leur subsistance, ainsi que la destruction de leur patrimoine culturel, les lieux sacrés devenant inaccessibles ou contaminés.

Un accident en France ? Focus sur la sous-traitance des salariés du nucléaire : une maltraitance qui nuit aussi à la sûreté nucléaire

Les sous-traitants du nucléaire : mais qui sont-ils ? Garants de la sécurité des installations, et donc de la nôtre, ils sont 22 000 à travailler dans les 19 centrales nucléaires de France. 22 000 salariés précaires employés par les entreprises sous-traitantes d'EDF pour assurer notamment la maintenance et l'entretien des installations. Les entreprises de sous-traitance n'hésitent pas elles-mêmes à sous-traiter à d'autres une partie du travail qui leur est confiée par EDF. Cette externalisation en cascade des travaux les plus exposés permet à l'exploitant des centrales de contourner beaucoup des contraintes sanitaires qui protègent ses propres techniciens, d'opacifier le suivi sanitaire des salariés (seuls les employés d'EDF sont comptabilisés dans les études épidémiologiques) et d'éluder sa responsabilité dans les situations accidentelles.

En moyenne, 80% des doses de radioactivité reçues annuellement par les travailleurs du nucléaires le sont par les salariés des entreprises de sous-traitance, 20% *seulement* par des agents EDF. Peu formés, peu payés, beaucoup sont des travailleurs nomades qui enchaînent les contrats, de centrale en centrale. En dépit de la précarité de leur situation, ils sont plusieurs a avoir osé tirer la sonnette d'alarme, dénonçant les risques que fait encourir une logique de rentabilité et de réduction des coût définitivement incompatible avec la sécurité d'installations vieillissantes.

© Guillaume Briquet photographe - www.guillaumebriquet.com

Les travailleurs de Fukushima

Poussés aux limites de la résistance humaine, les employés de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima reçoivent des doses radioactivité énormes et ne quittent leur combinaison de protection que pour s'écrouler sur leurs matelas de plomb. Ils tirent des câbles pour rétablir l'électricité, dégagent les débris encombrant les sites, aspergent les réacteurs privés de systèmes de refroidissement et tentent de pomper l'eau radioactives qui stagnent dans les sous-sols des installations.

La limite réglementaire de radiations autorisées pour le personnel nucléaire en temps de crise a été relevée à 250 millisieverts par an depuis l'accident de Fukushima, contre 100 auparavant. Une exposition annuelle de plus de 100 millisieverts augmente considérablement les risques de développer un cancer, d'autant que la radioactivité absorbée est acquise à vie et se cumule avec les expositions futures. Les autorités japonaises choisissent donc d'adapter le cadre réglementaire, censé protéger la santé des techniciens, pour préserver une normalité de façade.

Flamanville, le chantier où 30% des salariés sont étrangers et logés dans un camping depuis 3 ans

Pour construire le futur réacteur nucléaire EPR à Flamanville, dans la Manche, Bouygues Construction, qui assure la maîtrise d'oeuvre du chantier, emploie plus d'un millier d'étrangers parmi ses 3 200 salariés, essentiellement roumains et portugais. Les syndicats s'inquiètent aussi des conditions de travail de ces salariés étrangers, qui ne seraient pas les mêmes que pour les travailleurs français. Ils reconnaissent ignorer le nombre d'heures réellement effectué, ni le montant de leur salaire : de l'aveu même de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN), les contrôles sont difficiles à effectuer, et les feuilles de paie rédigées en roumain. Les conditions de logement de ces ouvriers sont également plus que discutables, puisque 500 de ces employés sont hébergés en camping, dans des bungalows vétustes, avec l'interdiction de recevoir des visiteurs et soumis à un règlement intérieur très strict.

Pour en savoir plus :

- Annie Thébaud-Mony, *L'industrie du nucléaire - Sous-traitance et servitude*, INSERM, 2000.
- *Documentaire d'Alain de Halleux sur les ouvriers du nucléaire :* "R.A.S Nucléaire, Rien A Signaler" : http://boutique.sortirdunucleaire.org/product_info.php?cPath=3&products_id=180
- *Dossier* "Santé et sous-traitance" *du Réseau "Sortir du nucléaire" :* http://groupes.sortirdunucleaire.org/blogs/sante-et-sous-traitance/
- *Un site de sous-traitants du nucléaire :* *http://www.ma-zone-controlee.com/*

Place aux alternatives : Sortir du nucléaire, on sait faire !

Il y a encore quelques semaines, sortir du nucléaire passait encore pour une lubie inconsciente, vite balayée à coup d'idées reçues. La catastrophe de Fukushima a éveillé les esprit, suscité les questionnements, et cet « idéalisme » est maintenant regardé avec intérêt. Comment s'y prendre ? En combien de temps ? Pour quels changements sociaux ? À toutes ces questions, nous ne prétendons pas apporter une réponse univoque. Au contraire, nous nous faisons l'écho de la profusion de travaux scientifiques qui tracent les voies raisonnable d'une sortie du nucléaire, selon des modalités et des délais variés, en France, en Europe et au niveau mondial.

Et si maintenant, on faisait le choix d'arrêter le nucléaire ? Que se passerait-il ? Nous engagerions conjointement, avec dynamisme et ambition, une politique de maîtrise de la demande énergétique (efficacité et sobriété) et le développement des énergies renouvelables pour produire la quantité d'électricité qui satisfasse nos besoins réels. Il ne s'agit pas seulement de planifier quelles centrales françaises doivent être arrêtées les premières, ou comment prévoir la transition énergétique ; il s'agit surtout de révolutionner la gouvernance de l'énergie, c'est à dire soumettre au débat démocratique les plans de programmation énergétiques ; relocaliser et décentraliser la production et la consommation d'électricité ; permettre à tous de se réapproprier la question de l'énergie. De vraies réformes citoyennes auxquelles tous nous devront prendre part !

Différents scénarios, une même démarche

Les plans de sortie du nucléaire ne manquent pas : aux niveaux mondial et européen, plusieurs études envisagent déjà un futur 100 % renouvelable. En France, plusieurs scénarii proposent une sortie de l'atome dans des délais variant de quelques années à quelques décennies. Le Réseau «Sortir du nucléaire » a ainsi publié en 2007 deux scénarii étudiant les modalités d'une sortie rapide du nucléaire, respectivement en cinq et dix ans. L'association Négawatt, qui regroupe des experts en énergie, a publié en 2006 une étude de planification énergétique dans laquelle le dernier réacteur nucléaire disparaissait en 2040.

Économiser l'énergie : une évolution culturelle indispensable

Avant de s'interroger sur la manière de produire l'électricité, il faut d'abord s'interroger sur la manière d'en gaspiller moins. Par exemple, a-t-on besoin des écrans publicitaires vidéo qui fleurissent dans le métro parisien, consommant chacun en un an plus que trois foyers français ? Les énergies renouvelables n'ont pas vocation à remplacer notre surconsommation nucléaire : la sobriété doit commencer par une réflexion visant à hiérarchiser nos besoins et distinguer le nécessaire du superflu. Pas question, pour autant, de vivre dans le noir ou de renoncer à se chauffer - la sobriété n'est pas l'austérité.

Si la sobriété ouvre la voie à de nombreux débats, l'efficacité énergétique fait consensus. Elle permet, grâce à des réponses techniques souvent simples, de réaliser des économies considérables d'énergie... et d'argent ! Isolation des bâtiments, mise en place de normes basse consommation ambitieuses pour les appareils électriques, rénovation de l'éclairage public... L'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) estime que les communes peuvent réaliser jusqu'à 40 % d'économies sur l'éclairage public. Il s'agit également d'éviter d'utiliser de l'électricité là où son usage est totalement inapproprié, en particulier pour la production de chaleur. Enfin, plusieurs mesures d'efficacité énergétique seront directement induites par le renoncement au nucléaire : les pertes subies par les réseaux de lignes à haute tension disparaitront dans un système de production décentralisée proche des lieux de consommation.

Quelles énergies de substitution ?

Tous les scénarii ont pour horizon une production électrique reposant quasi exclusivement sur les énergies renouvelables. Fini la monoculture énergétique, parions sur la diversité des alternatives : solaire thermique, solaire à concentration, solaire photovoltaïque, éolien... mais aussi bois, biogaz obtenu par fermentation des déchets, géothermie, force des vagues et de la houle, petit hydraulique... Certaines d'entre elles sont intermittentes, mais toutes ne font jamais défaut en même temps. Bien évidemment, il s'agit de privilégier, pour chaque région, les énergies les plus adaptées aux besoins et à la géographie des territoires. On est donc bien loin de la caricature qui voudrait que la sortie du nucléaire implique de couvrir la France d'éoliennes.

Sortir du nucléaire pour une vie meilleure

Sortir du nucléaire, on peut le faire et on a tous et tout à y gagner. Outre la disparition du risque actif, les différents scénarii de sortie offrent aussi des pistes pour surmonter la crise économique. Les nombreux chantiers à mettre en œuvre se traduiront par la montée en puissance de nouveaux secteurs (construction et rénovation écologique, énergies renouvelables, entretien des forêts) et la création de nombreux emplois de qualité, sans risques pour les travailleurs, répartis sur tout le territoire et non délocalisables. En faisant le compte des disparitions et des créations emplois, l'association Négawatt table ainsi sur près de 700 000 nouveaux postes ! D'ailleurs, la sortie du nucléaire ne signifie nullement la fin de toute activité dans ce secteur : la gestion des déchets radioactifs existants et le démantèlement des sites nucléaires exigeront des techniciens qualifiés.

Enfin, sortir du nucléaire, c'est aussi aller vers une France moins prédatrice. Les conflits liés à l'énergie sont légions, mais qui imaginerait une guerre pour s'approprier le soleil ou le vent ?

Pour en savoir plus :

- Nucléaire, comment en sortir ? Étude sur des sorties du nucléaire en 5 et 10 ans. *Étude réalisée par le Réseau « Sortir du nucléaire », 2007, 92 pages. À commander ou télécharger sur le site du Réseau « Sortir du nucléaire »*
- Scénario Négawatt 2006. Pour un avenir énergétique sobre, efficace et renouvelable. *Synthèse de l'étude téléchargeable sur http://www.negawatt.org/*
- Énergies d'avenir en Nord-Pas de Calais. *Étude réalisée par l'association Virage Énergie en Nord Pas de Calais, 2008, 250 pages. À commander ou télécharger sur le site du Réseau « Sortir du nucléaire ».*
- Un courant alternatif pour le Grand Ouest. *Étude réalisée par le bureau d'étude Les 7 vents du Cotentin, 2006, 114 pages. À commander ou télécharger sur le site du Réseau « Sortir du nucléaire »*
- *Scénario mondial du WWF : «* The Energy report / 100% renewable energy by 2050 *» :* http://wwf.panda.org/what_we_do/footprint/climate_carbon_energy/energy_solutions/ren___ewable_energy/sustainable_energy_report/
- *Scénario européen de l'European Renewable Energy Council : «* Re-thinking 2050 : a 100 % renewable energy vision for the European Union » : http://www.rethinking2050.eu/

Photo libre de droits

Réseau Sortir du nucléaire

Des territoires en marche vers l'autonomie

Certaines communes françaises ont choisi de parier sur l'autonomie énergétique. C'est le cas du Mené, en Centre-Bretagne, ou du Chefresne, dans la Manche.

Depuis 2005, la communauté de communes de Mené a décidé de réduire la facture énergétique - 11 millions d'euros, tout en exploitant des ressources appartenant au territoire. Ainsi, bois, vent, soleil et biomasse sont mis à contribution pour parvenir, à terme, non seulement à une autonomie énergétique totale, mais également à un autre mode de développement économique. La communauté de communes du Mené a reçu le Prix d'excellence lors des assises nationales des territoires et des énergies renouvelables.

D.R Mairie du Chefresnes

Enercoop : l'alternative concrète pour le développement des énergies renouvelables

Enercoop est un fournisseur d'électricité d'origine renouvelable créé en 2005 à l'initiative de 22 acteurs (dont le Réseau "Sortir du nucléaire", Greenpeace, le Comité de Liaison des Énergies Renouvelables et la NEF). Dans le contexte français de surconsommation et de tout-nucléaire, l'idée était d'inventer un nouvel opérateur capable de développer concrètement les énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie. L'objectif étant que les citoyens s'approprient la question énergétique via un fonctionnement coopératif, transparent et démocratique. Aujourd'hui, plus de 7 500 clients ont transféré leur contrat de fourniture d'électricité à Enercoop, dont Chesfrenes, la première commune française cliente d'Enercoop.

Pour aller plus loin :

Enercoop, 9-11 avenue de Villars, 75007 Paris. Tel : 0 811 093 099. Site : www.enercoop.fr

Ces pays qui misent sur les énergies renouvelables

L'énergie éolienne est devenue, en mars 2011, la première source d'électricité en Espagne: l'éolien couvre désormais 21% de la demande, tandis que l'ensemble des énergies renouvelables, 42,2%. Si l'énergie nucléaire reste la deuxième source d'électricité dans ce pays, l'Espagne nous fournit une démonstration intéressante de transition énergétique. La péninsule ibérique fournissait, grâce à l'éolien, 427 MW en 1997, contre 20 676 MW fin 2010. En pleine crise économique et immobilière, que l'Espagne subit durement, on peut attendre une relance de l'emploi et de la croissance grâce à l'essor des énergies renouvelables.

C'est déjà le cas en Allemagne, où les entreprises de ce secteur ont réalisé un chiffre d'affaires de 11,5 milliards d'euros en 2004. D'après le ministère de l'Environnement allemand, elles ont investi 6,5 milliards d'euros dans la construction de nouvelles unités de production d'électricité, de chaleur et de carburants à base d'énergies renouvelables. Les entreprises du secteur prévoient une croissance d'au moins 10 % par an jusqu'en 2020. D'ici là, elles pensent réaliser 200 milliards d'euros d'investissements. Plus de 130.000 personnes travaillent déjà dans le domaine des énergies renouvelables en Allemagne. En 2010, le gouvernement allemand estimait à 300 000 le nombre d'emplois créé dans le secteur des énergies renouvelables, et espère arriver à 400 000 d'ici 2020.

Tchernobyl : 25 ans, 25 jours d'action

Depuis sa création en 1997, le Réseau « Sortir du nucléaire » mène des campagnes d'action, d'information et de sensibilisation pour dénoncer le mythe de la sûreté du recours à l'atome, et pour obtenir une sortie du nucléaire. 25 ans après la catastrophe de Tchernobyl, il est plus évident que jamais que l'énergie nucléaire constitue un problème fondamental et un danger pour l'humanité tout entière. Il était donc logique, pour le Réseau « Sortir du nucléaire » de se mobiliser à cette occasion. Dans le courant du mois de février, le Réseau « Sortir du nucléaire » a donc lancé un appel à 25 jours d'actions pour les 25 ans de Tchernobyl.

Avec la catastrophe de Fukushima, ce mois d'actions a pris encore plus de sens. Le Réseau « Sortir du nucléaire » a donc transformé son appel initial en 25 jours d'actions pour affirmer haut et fort "Tchernobyl, Fukushima, plus jamais ça!".

Au total, c'est plus de 300 actions, rien qu'en France, qui ont ou vont être organisées sur 25 jours, dont près de 70 rassemblements pendant le week-end de Pâques. Ces 25 jours d'actions, lancés le 2 avril 2011, ont 3 objectifs : mobiliser, dénoncer et montrer que des alternatives crédibles existent et s'articulent autour de 3 types d'évènements :

- des actions de rue, des distributions de documents et de tracts, des tenues de stand, commémoration de la catastrophe, expositions, pièces de théâtre... pour interpeller, informer et sensibiliser, avec une action phare, l'opération Tcherno-ville. Cette opération prend la forme d'une flash-mob ou mobilisation-éclair et est destinée à rebaptiser les communes de France en Tcherno-ville, en apposant l'écriteau TCHERNO-VILLE en dessous du panneau d'entrée ou de sortie de la ville, afin d'illustrer le danger permanent auquel nous expose le nucléaire.
- une tournée de conférences-débats : le Réseau « Sortir du nucléaire » coordonne une tournée de conférences-débats destinée à donner la parole aux témoins du nucléaires et aux porteurs d'alternatives, afin, encore une fois, de dénoncer et de montrer que des alternatives crédibles existent. Des dizaines de soirées ont été organisées, attirant une foule nombreuse et diversifiée. La prochaine en date aura lieu à Tourcoing, le 22 avril. Au programme : introduction de la conférence par Charlotte Mijeon, porte parole du réseau Sortir du Nucléaire ; intervention de Florent Boucherie, référent Nucléaire à Greenpeace France ; témoignage d'une famille accueillant les enfants de Tchernobyl, Marie Luce Wojnarowski, association Simia Enfants d'Ukraine ; témoignage d'un salarié de la centrale nucléaire de Belleville sur la Loire, Laurent Dubost, syndicaliste SUD-Energie ; témoignage d'un sous traitant de l'industrie nucléaire, Philippe Billard, Syndicaliste CGT & Président de l'association Santé Sous Traitance ; exposé de Stéphane Baly, Président de l'association Virage Energie ; conclusions par Bernard Despierre, Adjoint au Maire de Tourcoing, conseiller communautaire Lille Métropole.

- des rassemblements pendant le week-end de Pâques pour exiger la sortie du nucléaire : près de 70 rassemblements sont à ce jour organisés pendant le week-end de Pâques (23 au 26 avril) pour demander la sortie du nucléaire, dont 15 devant ou à proximité des sites nucléaires français: Flamanville, Saint-Laurent des Eaux, Cruas, Penly-Dieppe, St-Vulbas-Le Bugey, Fessenheim, Cattenom, Golfech, Le Blayais, Dampierre, Belleville, Chinon, Nogent-sur-Seine, St-Alban, Bugey.

Pour consulter l'agenda complet des actions et des rassemblements en France et à l'international, rendez-vous sur http://www.chernobyl-day.org/spip.php?page=affichage-actions

Réseau Sortir du nucléaire

Réseau « Sortir du nucléaire » : rassembler pour Sortir du nucléaire

Le Réseau "Sortir du nucléaire" rassemble aujourd'hui **874 associations** et **35643 individus** signataires de la **Charte du Réseau "Sortir du nucléaire"**.

Association libre et indépendante, elle est financée exclusivement grâce aux dons et cotisations de ses membres.

Notre rôle

Réunir toutes les personnes qui souhaitent exprimer leur volonté d'une sortie du nucléaire. En nous rassemblant autour d'une Charte, nous mettons en place un rapport de force pour obtenir des résultats concrets.

Notre objectif

Obtenir l'abandon du nucléaire en France grâce à une autre politique énergétique, en favorisant notamment la maîtrise de l'énergie, et le développement d'autres moyens de production électrique.

Le Réseau « Sortir du nucléaire », c'est :

- Un soutien aux actions et luttes antinucléaires, qu'elles soient locales ou nationales,
- Des pétitions et des campagnes d'information,
- Un centre de ressources sur le nucléaire et les alternatives : renseignements, documents, contacts de spécialistes et d'intervenants…,
- Un travail d'information pour faire connaître les dangers du nucléaire et les solutions pour en sortir: publication d'une revue trimestrielle Sortir du nucléaire, réalisation de documents grand public, site internet…,
- Une présence auprès des médias pour des sujets d'actualité liés au nucléaire,
- Un travail de sensibilisation auprès des élus, des collectivités, des syndicats, des associations…

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a reçu l'agrément en tant qu'association pour la protection de l'environnement au 1er janvier 2006.

Attachée de presse :

Opale Crivello—Opale.crivello@sortirdunucleaire.fr
Téléphone : 04 78 28 29 22 / 06 12 40 59 51

Contacts presse pour le week-end de Pâques :

Daniel Roussée : 06 61 97 83 28
Nadine Schneider : 06 85 50 82 77
François Mativet : 06 03 92 20 13
Laura Hameaux : 06 85 23 05 11